

FRÉDÉRIC
POTIER

La menace 732



Un thriller politique

 *l'aube*
NOIRE

LA MENACE 732

La collection *L'Aube noire*
est dirigée par Manon Viard

© Éditions de l'Aube, 2022
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-4903-3

Frédéric Potier

La menace 732

roman

éditions de l'aube

DU MÊME AUTEUR

La matrice de la haine, L'Observatoire, 2020

Pierre Mendès France, la foi démocratique, Bouquins, 2021

À la mémoire de Luc Laventure

Le récit qui va suivre est évidemment une œuvre de pure fiction.

« Conjuración, nom féminin : entente secrète entre plusieurs personnes qui ont juré de renverser le pouvoir établi. »

« Coup d'État, nom masculin : machination politique par laquelle on prend ou tente de prendre le pouvoir en violant les lois ou les règles constitutionnelles. »

Dictionnaire de l'Académie française
(9^e édition)

PREMIÈRE PARTIE
OUVERTURE

« Je l'espère et je le crois. Je le crois parce
que je l'espère. »

LÉON BLUM

Décryptage

PARIS, MAISON DE LA RADIO, FRANCE INTER

25 AVRIL, 8 H 20

« **B**onjour à tous. Aujourd'hui, matinale spéciale consacrée au décryptage du second tour de l'élection présidentielle avec pour invité le directeur de l'Observatoire national de la vie politique.

— Bonjour.

— Première question : comment va la France au lendemain de ce second tour de l'élection présidentielle qui a déchiré les Français et vu la candidate de gauche l'emporter de justesse face à la candidate d'extrême droite ?

— Il faut hélas faire le constat d'un pays complètement divisé, fracturé en deux camps qui ne se sont pas épargnés pendant la campagne. Certes, la participation a fortement progressé, mais ce regain de civisme ne s'est pas couplé avec une amélioration de la qualité du débat public. Au contraire, on a assisté à des discours de plus en plus radicaux et agressifs. Sur le plan purement électoral, la nouvelle présidente ne l'a emporté qu'avec cinquante mille voix d'avance, ce qui lui donne une légitimité très fragile et un capital politique très mince pour appliquer son programme.

— Justement, revenons sur cet écart de voix. Une démocratie comme la nôtre est-elle gouvernable avec une si faible majorité ?

— Vous avez raison de poser cette question. Je ne suis pas le Conseil constitutionnel et il ne m'appartient pas de désigner le vainqueur. Mais j'observe avec beaucoup d'inquiétude les manifestations spontanées qui ont dégénéré hier soir, à Paris et en régions. Une partie des Français refuse encore ostensiblement de considérer le processus électoral comme achevé. À l'image de ce qui s'est passé fin 2020 aux États-Unis avec Donald Trump, lorsque les plus extrémistes de ses sympathisants n'admettaient pas leur défaite et dénonçaient une "élection volée".

— D'ailleurs, des groupuscules non identifiés ont commencé à peindre sur les murs des ministères les mots "DICTATURE" ou "VOLEURS". On vit vraiment une situation de tension sans précédent...

— Oui, c'est sans précédent. Même au second tour de la présidentielle de 1974 ou au premier tour de celle de 2002, les écarts de voix n'avaient pas été aussi réduits, ni la tension aussi forte.

— Le Conseil constitutionnel va-t-il quand même valider les résultats ?

— La loi est claire, le Conseil constitutionnel ne peut annuler le scrutin que si les opérations électorales ont été viciées et que le résultat final a été biaisé. C'est sa responsabilité... et il dispose d'une semaine pour se prononcer.

— Et comment voyez-vous les élections législatives à venir ? On sait qu'un président de la République sans majorité parlementaire serait condamné à l'impuissance.

— Les élections législatives sont un peu le troisième tour de l'élection présidentielle. Un troisième tour qui se joue dans

cinq cent soixante-dix-sept circonscriptions. Par définition, en démocratie, rien n'est joué d'avance. Tout est ouvert : l'hypothèse d'un élan prolongeant la présidentielle, tout comme une cohabitation.

— Je retiens vos mots : “Tout est ouvert”, donc, pour les élections à l'Assemblée nationale, dont vous pouvez rappeler les dates pour nos auditeurs...

— Les Français se rendront à nouveau aux urnes les 12 et 19 juin.

— Merci et bonne journée ! »

Gustav

PARIS, CATHÉDRALE DES INVALIDES

26 AVRIL

Gustav ressentait toujours une émotion particulière lorsqu'il entra dans la cathédrale Saint-Louis-des-Invalides. Érigé par Louis XIV en hommage à Saint Louis, le roi des croisades, le dôme accueille ce qui subsiste de la mémoire perdue de la France guerrière et conquérante. Les cendres de l'empereur Napoléon I^{er} y reposent. Tout comme les dépouilles des derniers « grands » soldats : Foch, Lyautey, Leclerc...

Il posa sa carcasse d'ancien légionnaire sur un banc fragile qu'il fit trembler. Son physique de colosse tenu à l'étroit dans un uniforme d'honneur de l'armée de terre ne passait pas inaperçu. Pas plus que son crâne rasé luisant ou son cou musclé laissant deviner l'existence de nombreux tatouages sous ses vêtements.

Dans la nef, un cercueil recouvert d'un drapeau tricolore, en hommage au défunt, occupait l'espace central. Sur les bancs, pas plus d'une dizaine de vieux grognards, béret vissé sur la tête, diverses médailles pendant au veston. Des membres de

la famille et quelques officiers assistaient à la messe. Gustav n'avait pas bien connu le mort, il l'avait croisé à quelques reprises dans des conférences consacrées à l'histoire de l'armée française. Il avait appris incidemment que ce vieux monsieur toujours assis au premier rang était le dernier officier ayant participé au *putsch* d'Alger du 21 avril 1961. Le vieux avait tenu de toutes ses forces et était décédé un 21 avril, comme un ultime geste de défi.

Pour Gustav et quelques autres nostalgiques de l'empire colonial français, ce jour-là, le 21 avril 1961, l'armée avait pris toutes ses responsabilités. Elle s'était rebellée contre de Gaulle, ce traître qui avait entraîné l'Algérie à sa perte. Le défunt avait suivi courageusement ses chefs, les généraux Challe, Jouhaud, Salan et Zeller. La propagande gaulliste en a fait un « quarteron » alors que ces hommes s'étaient battus courageusement au cours de la Seconde Guerre mondiale, dans le désert libyen, en Égypte, en Normandie, à Paris ou en Alsace. Mais tout cela, c'était avant la trahison des politiques. D'abord la trahison des hommes de la IV^e République, ces bradeurs d'empire qui avaient perdu l'Indochine, puis la Tunisie et le Maroc. La V^e République de de Gaulle ne valait guère mieux. Incapable d'assumer une répression brutale, la seule réponse tenable comme l'avaient théorisée puis appliquée le colonel Massu et ses paras dans les rues de la casbah d'Alger. C'est à cette grandeur perdue de l'armée française que songeait Gustav dans l'église froide et humide des Invalides. Seule lui réchauffait le cœur la collection des drapeaux pris à l'ennemi accrochés en hauteur des deux côtés de la nef centrale de la cathédrale.

Subitement, un groupe de jeunes officiers se leva comme un seul homme et vint s'emparer du cercueil. Ils le calèrent sur leurs épaules et sortirent de l'église en criant : « Algérie française ! Politiciens, trahison ! Honneur à l'armée ! » sous les yeux des officiels et des membres de la famille du défunt sidérés devant la tournure que prenaient les funérailles de l'ancien soldat. La petite troupe de jeunes hommes entoura le cercueil, effectua un dernier salut militaire, comme pour signifier la primauté des valeurs des armes jusqu'à la mort, puis se disloqua.

Après cette cérémonie quelque peu perturbée, le lieutenant-colonel Guillaume de Mirepoix vint à la rencontre de Gustav. Adjoint du gouverneur militaire de Paris, dont les bureaux étaient situés dans le bâtiment, Guillaume de Mirepoix était grand, sec et émacié, avec un regard d'acier bleu gris qui ne laissait jamais place au doute ou à l'interrogation. Il affichait en toute occasion une foi catholique ardente et des idées nationalistes bien affirmées. Grand lecteur de Charles Maurras, il tentait régulièrement de convertir ses plus jeunes soldats à ses conceptions ultraconservatrices. Il s'était récemment entiché des écrits d'un théoricien à la mode, pourfendeur d'un « grand remplacement », qui l'avait reçu dans son château du Gers et l'avait exhorté à agir, à ne plus subir, à faire face aux multiples invasions barbares qu'il estimait pervertir le sang et la destinée de la France.

Gustav avait servi sous ses ordres au Kosovo puis au Sahel. Sans forcément tout comprendre des analyses géopolitiques de son supérieur, il adhérait à sa vision du monde. Il ressentait lui aussi le besoin de stopper l'hémorragie, de reprendre le contrôle.

En résumé, de repasser à l'offensive.

Les sages

PARIS, PALAIS-ROYAL

29 AVRIL

La capitaine Nina Meriem avait été appelée en renfort des troupes qui stationnaient aux abords du Palais-Royal où le président du Conseil constitutionnel, un ancien Premier ministre, allait proclamer les résultats de l'élection présidentielle. Des manifestations importantes, susceptibles de dégénérer, étaient annoncées. Le commissariat du 1^{er} arrondissement était sur le qui-vive. Le commissaire de police en charge du dispositif avait en conséquence sollicité et obtenu des effectifs supplémentaires pour sécuriser la zone. Nina Meriem devait rejoindre à compter du 1^{er} mai la prestigieuse Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) pour y piloter une petite équipe chargée de suivre les mouvances d'extrême droite. Mais elle n'avait pas pu refuser à son ancien patron une dernière vacation, et se trouvait ainsi face à une foule compacte et hostile.

Née d'un père kabyle et d'une mère marocaine, elle avait passé son enfance en Corse avant de suivre des études de droit

sur le continent, à Aix-en-Provence. En réalité, elle avait consumé sa jeunesse à militer contre des injustices, dans un syndicat lycéen, puis au sein d'Amnesty International, dont elle était même devenue pendant une brève période secrétaire générale. Elle avait organisé des marches, des concerts militants, des manifestations, des rassemblements, des occupations, des pétitions, des tribunes..., puis elle s'était lassée, déprimée par le peu d'efficacité de ce mode d'action. Après une longue réflexion, une petite dépression et un premier divorce d'avec un mari jaloux, elle prit une décision que personne ne comprit : elle s'inscrivit au concours d'officier de police, qu'elle réussit. À la sortie de l'école de police, elle eut la « chance » d'atterrir dans un commissariat de banlieue parisienne où elle fut repérée par le directeur chargé du renseignement territorial. Elle avait ainsi rapidement bifurqué vers les services de renseignement de la préfecture de police, domaine sensible et compliqué supposant discernement, vigilance et capacités d'anticipation. Elle avait obtenu quelques années plus tard, à sa grande satisfaction, sa nomination à la DGSI¹. Comme l'antiterrorisme islamiste attirait tous ses collègues en manque d'action, elle n'avait eu aucun mal à obtenir la tête de la division « T5 » en charge du suivi des groupes violents d'extrême droite. Depuis quelques semaines, elle s'était plongée dans tous les dossiers concernant la grande nébuleuse des néonazis et des suprémacistes blancs opérant sur le territoire français. Tout un programme...

Positionnée dans une petite rue secondaire donnant sur l'Opéra Garnier, elle regardait hurler de jeunes hommes

1. Direction générale de la sécurité intérieure.

brandissant des pancartes couvertes de slogans haineux. Simultanément, elle jetait de petits coups d'œil nerveux sur son téléphone, branché sur une chaîne d'info en direct.

*

À quinze heures pile, à l'intérieur du Palais-Royal, le président du Conseil constitutionnel se présenta à son pupitre avec un air grave et solennel, puis lut une brève déclaration.

« Mesdames, messieurs, le Conseil constitutionnel s'est réuni aujourd'hui pour examiner l'ensemble des requêtes qui ont été portées à sa connaissance. Après avoir statué sur les réclamations mentionnées dans les procès-verbaux, opéré diverses rectifications d'erreurs matérielles et procédé aux redressements nécessaires, il a estimé qu'aucune irrégularité n'avait pu altérer la sincérité du scrutin.

« Je ne détaillerai pas les motifs qui figurent dans notre décision et j'irai à l'essentiel. En vertu des articles 6 et 7 de la Constitution, le Conseil constitutionnel que j'ai l'honneur de présider proclame M^{me} Martine Bordas présidente de la République française. Elle prendra ses fonctions à compter de la cessation de celles de son prédécesseur, soit au plus tard le 2 mai prochain. »

La décision des neuf sages composant le Conseil constitutionnel provoqua immédiatement une vague sonore de mécontentements. Les hurlements redoublèrent à l'extérieur du Palais-Royal. Un petit groupe de skinheads habillés de cuir noir vociférait : « Honte ! honte ! honte ! » Des vieilles dames se mirent à genoux, priant « pour le salut de la France ».

Des canettes de bière volèrent vers les barrages de police. Finalement, après une *Marseillaise* virile et une série d'insultes qui ne firent pas broncher les CRS présents, les manifestants se dispersèrent, promettant toutefois de revenir...

Nina Meriem se dit que ce nouveau job à la DGSI n'allait pas être de tout repos. De retour au bureau, elle formalisa sa demande administrative pour suivre un cours à Sciences Po pendant la période estivale. Après des années de terrain, elle avait besoin de mettre à jour ses connaissances universitaires... et puis refaire un peu de culture générale lui ferait du bien, dans la perspective de passer un jour le concours de commissaire de police.

Gustav (suite)

PARIS, CHAMP-DE-MARS

30 AVRIL

Gustav ruminait sa peine et son ennui en traversant le Champ-de-Mars, face à la tour Eiffel. Il était de retour à Paris après trois mois passés sur l'île Amsterdam, à l'extrémité sud de l'océan Indien, à surveiller les oiseaux et à hisser le drapeau tricolore tous les matins. Trois mois à subir les jérémiades de scientifiques amoureux de la nature. Leur vie se résumait à répertorier les espèces rares et protégées, si rares que personne n'en avait absolument rien à foutre. Gustav avait été expédié là-bas pour se faire oublier. Un peu.

Tout cela à cause d'un petit incident dont il attendait qu'il se tasse. Un videur maghrébin avait voulu le virer, lui l'ancien légionnaire, d'une boîte de nuit à Toulon. Le con, il avait pris une sacrée dérouillée. Résultat, les collègues du videur avaient rappliqué, bagarre générale, et trois mecs à l'hosto dans un état grave. Son poing américain avait fait des merveilles contre les basanés. Fallait pas le chercher. Il avait combattu au Mali, au Niger, en Syrie, contre les barbus, les bicots, les islamos, c'était pas pour se faire emmerder de retour sur le sol français.

Il avait passé des nuits entières, harnaché comme une mule, à patrouiller dans le froid ou sous la chaleur pour intercepter un ennemi insaisissable. Mais il était là, l'ennemi ! Là, devant lui ! À portée de main ou de fusil ! Avec un costume noir pourri à trente euros et une petite cravate noire de tarlouze. Ils pensaient faire peur à qui, les mecs ? Bref, pour avoir démonté la tête à un clown minable, il était passé en conseil de discipline, mutation forcée chez les pingouins, puis retraite anticipée. Et là, il galérait. Il fallait qu'il trouve un job, ou un ange gardien.

Général Etchégarray

PARIS, XV^e ARRONDISSEMENT

1^{er} MAI

Le général Jean-Pascal Etchégarray, que ses hommes avaient surnommé au fil du temps « Etché », ce qui signifie aussi « maison », en basque, songeait à cet inextricable sac de nœuds qui lui tombait sur les bras. Il était soldat, mais il sentait bien qu'il allait se retrouver dans une tempête politico-médiatique puissamment alimentée par des pompiers-pyromanes en tous genres implorant une ingérence militaire.

Il se demanda un instant s'il n'aurait pas dû prendre sa retraite plus tôt et se la couler douce sur ses terres natales. Il n'avait pas écouté son épouse, une juriste franco-allemande experte en arbitrage international qui rêvait de profiter de leur maison secondaire d'Anglet, face à l'océan Atlantique. Mais à cinquante-sept ans, il n'aspirait pas au repos. Il était physiquement en pleine forme. Les cols des Pyrénées n'avaient aucun secret pour lui. Chaque année, ses trois fils trentenaires s'avouaient vaincus dans l'ascension du Tourmalet à vélo. Le week-end, il taquinait la balle contre l'un des rares frontons permettant de jouer à la pelote basque dans

le XV^e arrondissement. Enfin, il n'hésitait pas à emmener courir chaque matin ses jeunes collaborateurs pour un petit dix kilomètres sur les berges de la Seine.

Intellectuellement, il se sentait également en pleine possession de ses moyens. Il avalait des notes techniques à la douzaine et signait des piles de parapheurs. Aussi exigeant avec lui-même qu'avec ses troupes, il attendait qu'on lui prépare des briefings précis et que tous les scénarios soient examinés avant de soumettre une proposition d'arbitrage à ses autorités politiques. Doué pour les langues, il avait appris facilement l'italien et l'allemand, ce qui lui avait permis de faire un séjour prolongé au siège de l'OTAN à Bruxelles et de commander plusieurs unités sous mandat de l'ONU.

La retraite, très peu pour lui, donc. Il estimait tout au contraire que son devoir de soldat lui interdisait de raccrocher au milieu d'un contexte politique et sécuritaire aussi tendu. Les parties de pêche au large du golfe de Gascogne attendraient. Il sortit d'un pas décidé de l'office dominical de l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle. Lui, le général Jean-Pascal Etchégaray, le chef d'état-major des armées (le fameux CEMA), ne comptait pas se défilier.

Une rumeur colportait qu'il s'était fait tatouer une Marianne en armes sur le torse, un soir de bagarre contre de jeunes officiers racistes, dans les bars de Djibouti. Passionnément amoureux de son pays, il vénérât plus encore la devise de la République : Liberté, Égalité, Fraternité.

Tribune « pour l'honneur de la France »

VALEURS ACTUELLES

5 MAI

MADAME LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE,
MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES, PARLEMENTAIRES,
OFFICIERS GÉNÉRAUX,

NOUS AVONS COMBATTU POUR LA GLOIRE DES ARMES DE LA FRANCE. NOUS AVONS COMBATTU AU NOM DE VALEURS MORALES SUPÉRIEURES ET D'UNE CERTAINE IDÉE DE LA GRANDEUR DE NOTRE PAYS ET DE L'OCCIDENT.

DE RETOUR SUR LE SOL NATIONAL, NOUS NE RECONNAISSONS PLUS NOTRE FRANCE. CE VIEUX PAYS FIER DE SES TRADITIONS, DE SES VALEURS, DE SES VILLAGES, DE SES ÉGLISES COMME DE SES ÉCOLES. DE RETOUR, NOUS N'Y AVONS VU QUE DES BANLIEUES ABANDONNÉES, DES ACCOMMODEMENTS AVEC LA DÉLINQUANCE, DE LA VIOLENCE DANS NOS VILLES ET NOS VILLAGES. NOUS VOYONS LE COMMUNAUTARISME S'INSTALLER DANS L'ESPACE PUBLIC. NOUS VOYONS LA HAINE DE LA FRANCE ET DE SON HISTOIRE DEVENIR LA NORME. VERCINGÉTORIX, CLOVIS, CHARLES MARTEL,

CHARLEMAGNE, SAINT LOUIS, JEANNE D'ARC, COLBERT, VAUBAN, LOUIS XIV, NAPOLÉON, LYAUTEY... CES GRANDS NOMS SERONT BIENTÔT BANNIS DE L'HISTOIRE DE FRANCE AU NOM D'UNE IDÉOLOGIE GAUCHISANTE. NE NOUS TROMPONS PAS, IL NE S'AGIT RIEN DE MOINS QUE D'ANÉANTIR DEUX MILLE ANS D'HISTOIRE ET DE DÉMANTELER NOTRE ÉTAT-NATION POUR LAISSER LES RÊNES DU POUVOIR À DES INCAPABLES SE VAUTRANT DANS DES SCHÉMAS VICTIMAIRES.

LA DERNIÈRE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE A PERMIS À UNE MINORITÉ DE PARTIS TOUS ISSUS DE LA GAUCHE LA PLUS RADICALE DE S'INSTALLER DANS LES LIEUX DE POUVOIR. LOIN DE VOULOIR RÉUNIR L'ENSEMBLE DES FRANÇAIS, LE NOUVEAU POUVOIR, FAUTE DE LÉGITIMITÉ, S'INSCRIT DANS LA SURENCHÈRE POLITIQUE ET ENTEND METTRE EN ŒUVRE LES MESURES LES PLUS SCANDALEUSES DE SON PROGRAMME. DÉMANTÈLEMENT DE L'ARSENAL ATOMIQUE FRANÇAIS, DÉNUCLÉARISATION TOTALE DU PAYS, PARTAGE AVEC L'ALLEMAGNE DE NOTRE DROIT DE VETO AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU, RETRAIT DE TOUTES NOS BASES MILITAIRES EN AFRIQUE, SUICIDE PROGRAMMÉ, PMA SANS PÈRE¹, COUPES DRASTIQUES DANS LE BUDGET DES ARMÉES... TOUT CELA NOUS MÈNE DIRECTEMENT À LA GUERRE CIVILE. ET ELLE SERA SANGLANTE, COMME TOUTES LES GUERRES CIVILES.

NOS AÎNÉS, CEUX QUI ONT FAIT DE NOTRE PAYS CE QU'IL EST, QUI ONT DESSINÉ SON TERRITOIRE, DÉFENDU SA CULTURE, ONT-ILS COMBATTU POUR QUE VOUS LAISSIEZ LA FRANCE DEVENIR UN ÉTAT FAILLI QUI CAMOUFLE SON IMPUISSANCE PAR UNE TYRANNIE BRUTALE ?

1. Procréation médicalement assistée sans père pour l'enfant.

AGISSEZ, MESDAMES ET MESSIEURS. IL NE S'AGIT PAS, CETTE FOIS, DE FORMULES TOUTES FAITES. IL EN VA DE LA SURVIE DE NOTRE PAYS, DE VOTRE PAYS. RÉAGISSEZ, OU NOUS LE FERONS POUR VOUS.

LISTE DES SIGNATAIRES.

Flavio Lumaya

PARIS, HÔTEL MATIGNON

5 MAI, 7 HEURES

Le nom du nouveau Premier ministre surprit l'ensemble des commentateurs. Flavio Lumaya, quarante-sept ans, ne figurait pas dans la liste des favoris pour le poste, et aucune rumeur n'avait filtré des bureaux de l'Élysée. La présidente de la République voulait faire un symbole: désigner comme chef du gouvernement un métis réunionnais, homosexuel et de surcroît juif par sa grand-mère, c'était à l'évidence vouloir incarner presque physiquement la confrontation avec les idées d'extrême droite. Sans compter ce prénom, Flavio, d'origine italienne, qui allait, lui aussi, forcément faire polémique... Politiquement, choisir une figure aussi ancrée à gauche n'était pas innocent. C'était même plutôt habile, un mélange d'audace et d'équilibre, une rupture tout autant avec le pragmatisme sans inspiration des sociaux-libéraux qu'avec l'idéalisme naïf des écologistes ou l'impuissance sans avenir de l'extrême gauche.

Aucun des autres candidats pressentis ne possédait son courage, son charme, sa modestie, son aptitude à concilier l'inconciliable ni, surtout, une intuition politique hors du

commun qui lui permettait de contourner les difficultés de toute nature. Et puis, il n'avait aucune casserole judiciaire, aucune condamnation. Les journalistes n'avaient rien trouvé sur son passé, à part un épisode déjà relaté dans la presse locale : il avait sauté dans une piscine sans eau lors de la soirée très arrosée qui avait suivi son premier succès électoral, vingt ans auparavant. Pas de quoi susciter une enquête de *Mediapart*. À peine de quoi inspirer un dessin humoristique dans *Le Canard enchaîné*.

*

La première journée du Premier ministre commença tôt, vers sept heures, par un petit déjeuner de travail avec sa directrice de cabinet pour passer en revue la composition de son gouvernement. Il allait présenter une première mouture de son équipe, qui devait bien sûr recevoir l'assentiment de l'Élysée. Or le chef de l'État, quelle que soit sa couleur politique, ou son tempérament, ne peut s'empêcher d'intervenir dans le processus pour placer un fidèle, récompenser un allié, isoler un rival... Sans compter les ministères appartenant au domaine dit « réservé » – Affaires étrangères et Défense –, pour lesquels le président de la République impose traditionnellement ses choix.

À huit heures trente, le Premier ministre sortit de son bureau, traversa le petit vestibule où patientent visiteurs et conseillers, puis descendit l'imposant escalier de marbre rouge. Après avoir salué les gardes républicains en faction au rez-de-chaussée, il s'engouffra dans une berline noire. Le cortège se mit en chemin en direction du palais de l'Élysée, situé de l'autre côté de la Seine. Escorté par des policiers

à moto, suivi de près par un minivan transportant photographe, médecin et conseillers, le cortège officiel ne passa guère inaperçu au milieu des rues du VII^e arrondissement. Pendant le trajet, le Premier ministre eut à peine le temps de relire ses notes et d'écouter le briefing pressé de sa plus proche collaboratrice. Il ne vit ni les feux rouges brûlés, ni les statues dorées du pont Alexandre-III. Son téléphone explosait sous le nombre des messages de félicitations, d'avertissements et de sollicitations.

Arrivé à l'Élysée, le Premier ministre monta à grandes enjambées les marches du perron tout en lançant un petit salut amical aux photographes massés sur le côté. La Présidente reçut son Premier ministre très aimablement. Ils s'accordèrent rapidement sur les noms des principaux ministres, laissant à leurs collaborateurs le soin de vérifier si les intéressés n'avaient ni ardoise fiscale ni affaires judiciaires en cours. Puis la réunion se concentra autour de la présentation d'une ambitieuse feuille de route de transformation sociale et économique. La présidente de la République tenait à ce que les choses soient clairement exposées :

« Dès le gouvernement dévoilé, il y aura une déclaration de politique générale à rédiger en termes inédits pour retrouver une espérance. Il n'y a pas de temps à perdre, le pays a trop souffert des hésitations et des injustices.

— Oui, les cent premiers jours donneront le ton du quinquennat, abonda le Premier ministre. Les rater, c'est s'engluer dans l'immobilisme et la gestion prudente. Les réussir, c'est redonner du souffle à la démocratie française et de l'espérance aux Français, à la jeunesse, à tous ceux qui doutent.

— Pour cela, il nous faut obtenir une solide majorité à l'Assemblée nationale, condition impérative pour donner

un sens et un prolongement à l'élection présidentielle. Les premiers sondages nous donnent un très fragile avantage en sièges...

— L'avis de mes conseillers politiques est unanime : il faut mobiliser notre base, cliver, assumer.

— J'approuve. J'attends de vous une première série de décisions fortes qui frapperont les esprits. Je ne veux aucun état d'âme, aucune pudeur, aucune hésitation, avertit la Présidente.

— J'en suis bien conscient. Je vous propose d'y aller franco ce soir, lors de ma toute première intervention au vingt heures de France 2.

— Sachez, monsieur le Premier ministre, que la France ne se réforme pas tranquillement, c'est bien connu. S'il faut assumer des convulsions et des tensions pour avancer, nous le ferons. Après tant d'années à incarner une opposition stérile et espérer l'alternance, enfin les ennuis commencent... »

L'entretien s'acheva au bout de quarante-cinq minutes, puis les deux membres de l'exécutif enchaînèrent avec la longue liste de réunions que leur agenda respectif comportait.

Ténèbres

PARIS, SIÈGE DE LA LICRA

5 MAI, 13 HEURES

Le président de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) avait tenu à réunir tous les membres de son équipe numérique pour les remercier de leur mobilisation exceptionnelle. Ils s'étaient dépensés sans compter pour inonder les réseaux sociaux d'argumentaires alertant sur les dangers de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Pour faire la différence, il avait fallu batailler dans les forums, y compris ceux de jeux vidéo, là où se trouvaient les jeunes électeurs abstentionnistes. Pour l'occasion, le champagne avait été sorti, mais le cœur n'y était pas vraiment. La victoire avait été très serrée. Pas de quoi pavoiser. Le président de l'association fit sobre et court, sans les effets de manche qui faisaient de lui un ténor du barreau. Il rappela ainsi que rien n'était joué, que les élections législatives qui approchaient seraient décisives. À défaut, le Renouveau national, qui portait finalement mal son nom – ses idées étant assez anciennes et rétrogrades, comme il le rappelait souvent –, pourrait mettre à mal l'État de droit, et l'idée même de justice et de démocratie. Sortir de

la Convention européenne des droits de l'Homme, dénoncer tous les traités internationaux en matière d'asile et de droits des femmes, il y avait là des enjeux politiques majeurs qui supposaient que les militants se remettent au boulot immédiatement.

Joh finit son verre et ouvrit son ordinateur. Délégué général au numérique, il replongea dans le *Dark Web* à la recherche de traces laissées par les nombreux groupuscules qu'il avait la charge de surveiller... Pour autant, il se dit que les plus dangereux n'étaient pas ceux qui se cachaient le plus. Sur une chaîne d'information, le préfet Philippe Van den Loos s'en donnait à cœur joie. Sanctionné pour avoir participé à des processions sur la voie publique avec des catholiques intégristes, il avait été éjecté de ses responsabilités de représentant de l'État à plusieurs reprises, mais avait réussi, à force de flagornerie, à retrouver à chaque fois une affectation territoriale en activant ses réseaux ultraconservateurs. À soixante-trois ans, il avait entamé une reconversion professionnelle tonitruante à la télévision comme commentateur-éditorialiste-donneur de leçons. Ses cheveux roux coupés court crevaient l'écran et tranchaient avec la couleur blême de sa peau, sauf lors de ses régulières colères où il devenait alors rouge comme un homard. Cynique et méfiant, il était trop habile pour croire aux idées qu'il professait, et trop empli de préjugés pour respecter les hommes. Sa stratégie préférée avait toujours consisté à créer des situations inextricables en ayant l'air de s'en désintéresser, tout en s'acharnant à les compliquer par mille petites intrigues et fausses confidences visant à semer le doute et la zizanie. Sur le plateau télévisé, il évitait toute nuance et toute pensée complexe :

« Nous les préfets, on sait ce qu'il faut faire. Les policiers aussi, mais nous en sommes empêchés par des juges empêtrés dans leur mauvaise conscience de classe et leur idéologie ! Il faut renverser la table ! Dénoncer toutes ces réglementations européennes qui nous assaillent ! Assumer notre héritage chrétien, nom d'un chien ! Le général de Gaulle résidait à Colombey-les-Deux-Églises et pas à Colombey-les-Deux-Mosquées !

— Vous n'y allez pas un peu fort ? lança d'un ton faussement scandalisé la journaliste censée jouer le rôle de modératrice.

— Mais pas du tout. Je suis même un modéré. Je me trouve très modéré par rapport à tout ce qu'il faudrait dénoncer comme scandales. On sait que cette élection présidentielle a été volée. Mais bien sûr, on ne trouvera pas de preuves, car les gens qui en sont les auteurs sont très habiles, très bien conseillés, aidés par des réseaux occultes très puissants...

— C'est-à-dire ?

— Mais vous savez très bien qui dirige ce pays en réalité ! C'est l'alliance de l'État profond, de la finance internationale israélite, des francs-maçons, du lobby LGBT et des islamo-écolo-gauchistes. Le Premier ministre en est d'ailleurs le digne représentant. M. Lumaya est bien connu pour être le grand architecte de cette entreprise de destruction de la France et de ses valeurs. Qu'il porte plainte pour diffamation si mes propos le dérangent... »

Joh éteignit la télévision du bureau, sidéré par tant de bêtises professées par des gens ayant pourtant fréquenté les plus grandes écoles du pays. Et il replongea dans les affres du *Dark Web*.